

La finance dérégulée, que nous connaissons depuis trente ans, a privilégié la liquidité alimentée par une épargne abondante et un mode de *management* d'entreprise visant le profit à court terme qui implique l'optimisation fiscale et la priorité aux dividendes sur les salaires. Ce *management* d'entreprise s'est aussi peu à peu étendu aux politiques macroéconomiques. Une telle logique a été appliquée de manière encore plus brutale après 2007 et a largement contribué à l'aggravation des inégalités avec cette croissance de « mauvaise qualité » qui a surtout généré de l'emploi précaire. Les premières victimes de ces politiques ont été les classes populaires qui ont vécu l'accélération du phéno-

Si nous nous intéressons maintenant à la politique macro-économique de la zone euro, qu'en est-il aujourd'hui de la situation des pays que l'on a élégamment appelé les « PIGS » (Portugal, Italie, Grèce et Espagne) ?

N'oublions pas l'Irlande, qui connaît une croissance « hors sol » phénoménale due à l'ultra-financiarisation de son économie (avec du *leasing* d'avions, du dumping fiscal agressif etc.), alors que la majorité de sa population a vu ses conditions de vie stagner ou se dégrader après 2008. Ce qui fait le lien entre ces cinq pays, c'est que la politique d'austérité qui y est appliquée depuis 2010 a été fortement destructive sur l'appareil productif et qu'on a vu un accroissement des inégalités, suscitant des vagues de migrations inédites depuis longtemps. Cette émigration emporte avec elle les cerveaux dont une nation a besoin pour se construire et les conséquences de ce phénomène risquent de coûter cher à long terme. Autre élément de comparaison : les partis politiques traditionnels qui se partageaient le pouvoir dans ces cinq pays ont tous connu de sérieux revers : le bipartisme espagnol a disparu, le Portugal a connu une crise politique l'an dernier, l'Irlande est dirigée par un gouvernement minoritaire, la Grèce a un gouvernement dont la majorité s'est rétrécie après avoir accepté les conditions de la Troïka et le gouvernement Renzi en Italie vient de démissionner suite au « non » au référendum. Ces politiques d'austérité

« Ce capitalisme financier né dans les années 1980 et qui n'en finit plus d'agoniser emporte avec lui la gauche dite de gouvernement sociale-démocrate qui, loin de combattre cette évolution, l'a souvent accompagnée, et parfois approfondie. »

Romaric Godin était au Luxembourg le 6 décembre pour une conférence intitulée « Remettre la finance au pas pour échapper au piège de l'extrême droite »

Quand on interroge la population des pays industrialisés sur les causes effectives des difficultés économiques qu'elle subit, la dérégulation financière est rarement citée ; comment expliquez-vous ceci ?

Le lien entre la finance dérégulée et l'économie réelle est souvent sous-estimé. En 2007, la crise nous a été présentée comme purement financière et sans incidence sur l'économie réelle. Les externalités négatives de cette crise financière n'ont jamais été mises en avant par les promoteurs de cette finance dérégulée qui vont au-delà des acteurs des marchés financiers et incluent notamment les dirigeants politiques continuant à défendre ce système. D'où les éternels discours traitant non pas de la racine des problèmes mais se focalisant plutôt sur la compétitivité des pays aboutissant à une course sans fin vers une baisse des déficits publics et un moins disant social, environnemental et fiscal.

Quelles sont, selon vous, les réformes les plus urgentes à appliquer ?

Elles doivent se baser sur le principe de mettre la finance au service de l'économie réelle. Il s'agit donc de réduire à terme la part d'activité que l'on appelle spéculative. Ce sont en fait des activités qui s'auto-entretiennent : activité de dérivés, dérivés de dérivés, etc. Le but d'une telle réforme serait de réduire l'attrait de la liquidité, qui permet de faire circuler l'argent en permanence sans le faire se poser nulle part dans l'économie réelle. On peut bien sûr séparer les activités ban-

caires de dépôt et de marché, mais cela ne suffira pas. Il faudra combiner cette réforme avec une taxation dissuasive des activités de marché et avec l'abandon de toute forme de garantie étatique pour ces activités de marché. De telles réformes doivent être menées avec un courage politique qui ferait fi du discours de la peur induit par les dirigeants des banques systémiques, qui nous prédisent l'apocalypse si celles-ci étaient effectivement appliquées.

Que répondez à l'argument de ces banques qui disent que de telles réformes nécessiteraient un consensus mondial pour être appliquées, sachant que si l'Europe seule venait à les appliquer, les investisseurs fuiraient vers d'autres places plus accueillantes ?

Cet argument ne tient pas, car un système financier ne peut se maintenir éternellement « hors sol » sans une base stable d'économie réelle, d'activité réelle qui ne peut se régénérer que sous condition d'être correctement financée par un système bancaire sain. Ce système sain développera des rendements financiers moins élevés que ceux que nous connaissons actuellement. En revanche, il générera aussi moins de pertes pour les investisseurs, pertes qu'ils ont pu récupérer grâce à l'apport massif d'argent public.

En parlant d'argent public : divers partis écologiques et de gauche visent à promouvoir la transition énergétique en investissant massivement et de façon planifiée dans des activités créatrices d'emplois dans le domaine de l'efficacité énergétique, de l'agriculture biologique et des énergies renouvelables. Que pensez-vous de ces plans de relance de type « green new deal » ?

Le domaine de la transition écologique est un grand défi et est potentiellement créateur de centaines de milliers d'emplois. Ce serait une erreur de laisser cette transition énergétique aux seules mains du marché. Le rôle des pouvoirs publics sera justement d'investir là où les marchés ne vont pas, dans des domaines où les rendements sont faibles à court terme et incertains à moyen terme. Il ne faut cependant pas s'appuyer exclusivement sur l'investissement public. Les pouvoirs publics devront travailler de concert avec les acteurs de l'investissement privé. Cela impose donc de fait une dé-financiarisation radicale de l'économie pour que ces investissements publics comme privés puissent donner toute leur mesure.



Plus de hauteur

Découvrez le nouveau Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1